

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 30/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC

5 rue de l'Extension
93440 Dugny

Références : E/25-0238
Code AIOT : 0006523264
Hélios : 63180

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement CHIMIREC implanté 2 rue René Cassin 77370 Nangis. L'inspection a été annoncée le 16/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC
- 2 rue René Cassin 77370 Nangis
- Code AIOT : 0006523264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHIMIREC, située au 2 rue René Cassin à Nangis, exerce les activités qui relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- 3510 "élimination ou valorisation de déchets dangereux" à hauteur de 100 t/j d'huiles usagées (régime A)
- 3550 "stockage temporaire de déchets dangereux", à hauteur de 1 119 t (régime A)
- 2718-1 "transit, regroupement ou tri de déchets dangereux", à hauteur de 1094 t (régime A)
- 2711-1 "transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de D3E", à hauteur de 120 m3 (régime DC)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Stockage des batteries.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Sans objet
2	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Sans objet
3	Plan de défense contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
4	Maîtrise des sinistres.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
5	Îlotage et extinction automatique.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9	Sans objet
6	Îlotage et extinction automatique.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9	Sans objet
7	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
9	Contrôle de la qualité des rejets	Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 4.5	Sans objet
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 6.1.	Sans objet
11	Procédure d'admission	Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 8.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le principal écart constaté lors de la visite d'inspection concerne l'absence de couvercle sur les conteneurs de stockage des batteries empilés les uns sur les autres (gerbés) dans le bâtiment A. Les conteneurs des niveaux inférieurs ne sont pas fermés par un couvercle, laissant un jour entre 2 niveaux de conteneurs, susceptible de faciliter une entrée d'eau. Il est demandé à l'exploitant de justifier que toute entrée d'eau est empêchée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3

Prescription contrôlée :

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires.

Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.

Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux petits îlots.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant déclare ne pas avoir de petits îlots contenant des déchets combustibles ou inflammables.

Les plans d'implantation des systèmes de détection incendie des bâtiments A et B sont disponibles et consultables sur site. En cas d'incendie, l'alerte est donnée par un signal sonore, un signal lumineux et par l'envoi un message sur le téléphone de 5 personnes du site, dont le responsable.

Les systèmes de détection sont contrôlés chaque semestre et maintenus en bon état de fonctionnement par l'installateur.

L'ensemble du site est télésurveillé et équipé de caméras.

Un système de détection incendie est à l'étude pour la zone non couverte des bennes de déchets.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'un tel système devra être mis en place sur cette zone à compter du 1^{er} janvier 2026.

Un gardien est présent sur le site en dehors des heures ouvrées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes : a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ; b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués. II. - L'exploitant détermine les consignes concernant : - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum. Constats : Le gardien fait une ronde toutes les 2 heures en dehors des heures ouvrées. Il dispose d'une caméra thermique et passe à des endroits prédéfinis par l'exploitant. Les actions à entreprendre en cas de besoin sont formalisées dans une consigne écrite. Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">• les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;• l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;• les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y

<p>compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; • le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; • le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; • le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; • les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; • la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; • les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de défense contre l'incendie ; il est en cours de mise à jour, pour l'ajout notamment du plan d'îlotage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Maîtrise des sinistres

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de</p>

<p>secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier exercice de défense contre l'incendie a été réalisé le 15 septembre 2025.</p> <p>Tout prestataire externe reçoit un accueil sécurisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Îlotage et extinction automatique.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. « Un bâtiment ouvert ou fermé » ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent.</p> <p>Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots pour l'ensemble des entreposages extérieurs.</p> <p>Les prescriptions « applicables aux entreposages extérieurs » [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne comporte pas de petits îlots.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Îlotage et extinction automatique.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Dans les zones susceptibles de contenir des déchets, les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.</p> <p>La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.</p> <p>La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.</p> <p>Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré que pour chaque îlot, tout point est situé à moins de 10 mètres d'une face accessible par le SDIS.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté sur site que ce critère est vérifié pour l'ensemble des îlots contrôlés.</p> <p>La hauteur d'entreposage ne dépasse pas 6 mètres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Traçabilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance l'état des déchets stockés sur site de la veille.</p> <p>Le relevé des stocks est réalisé quotidiennement en fin de journée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Stockage des batteries.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p> <p>Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.</p> <p>Cette disposition peut être adaptée par arrêté préfectoral dans les conditions prévues à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les batteries sont stockées dans le bâtiment A, qui est un bâtiment fermé, dans des conteneurs superposables.</p> <p>Les conteneurs sont gerbés sur 4 niveaux. Seul le conteneur du niveau supérieur est fermé par un</p>

<p>couvercle.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer l'absence de risque d'entrée d'eau dans les conteneurs des niveaux inférieurs (possible en raison de l'espacement entre 2 niveaux de conteneur).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que l'exploitant démontre l'absence de risque d'entrée d'eau dans les conteneurs gerbés des niveaux inférieurs dépourvus de couvercle. Si cela n'est pas possible, il conviendra alors que tous les conteneurs soient fermés par des couvercles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Contrôle de la qualité des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 4.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la qualité des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La dilution des effluents est interdite. [...]</p> <p>Les analyses [...] sont réalisées semestriellement par un organisme extérieur agréé. Les méthodes d'échantillonnage, les mesures ou les analyses pratiquées sont conformes à celles définies par les réglementations et normes françaises ou européennes en vigueur. Le jour des prélèvements est déterminé de façon à ce que les rejets soient représentatifs d'un fonctionnement normal des installations</p> <p>[...] Les résultats de cette auto-surveillance sont renseignés dans l'application étatique GIDAF et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté dans l'application GIDAF uniquement les résultats des analyses du second semestre 2024 ; pour 2025, aucune donnée n'est renseignée en avril et en mai, faute de rejet lors de l'intervention du laboratoire d'après l'exploitant.</p> <p>L'exploitant a transmis le jour de l'inspection les résultats d'analyse du prélèvement réalisé le 11 août 2025 qui ne présentent aucun dépassement des valeurs limites de rejet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que les résultats du contrôle du 11 août 2025 soient renseignés dans GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 6.1.3</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a présenté un bon de commande pour l'intervention d'un prestataire pour le contrôle des installations les 9/10 décembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Procédure d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2022, article 8.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'admission

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant est toujours en mesure de justifier l'origine, la nature, et les quantités de déchets qu'il reçoit. Chaque admission, chaque refus et chaque départ de déchets sur l'installation de stockage sont portés sur un registre renseigné chronologiquement conformément à l'article 7.5 du présent arrêté et sur lequel sont notés les renseignements suivants :

- la date de réception ;
- le nom et l'adresse du détenteur des déchets ;
- la nature et la quantité des déchets reçus (code du déchet) ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- l'opération subie par les déchets.

L'exploitant délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur la zone de stockage. [...]

Constats :

Un registre chronologique des déchets admis sur le site est tenu à jour par l'exploitant au moyen d'une application métier.

L'exploitant a déclaré ne jamais avoir été amené à refuser des apports de déchets à l'entrée du site. Des déchets interdits peuvent être découverts lors des opérations de tri et d'identification des déchets réceptionnés ; ils font l'objet d'une gestion adaptée (exemple d'un lot d'acide picrique admis le 22/09/2025 signalé à l'inspection des installations classées).

Type de suites proposées : Sans suite

